

## L'IRAN OU L'IDÉE DE PUISSANCE

**En ce début d'année 2006, l'Iran réaffirme ses ambitions nucléaires, proclame sa volonté de se doter de capacités d'enrichissement de l'uranium, ce qui pourrait lui permettre de fabriquer un jour des armes atomiques. Donc de sanctuariser son territoire et de s'imposer comme une puissance majeure dans la région du Proche-Orient.**

Pour comprendre l'Iran, sa politique, sa situation vis-à-vis de ses voisins, il faut d'abord analyser sa géographie, celle-ci est représentée par l'homogénéité d'un plateau : le plateau iranien.

Ce plateau a toujours été propice au développement des cultures irriguées. Il n'est pas un espace continu car il y a une rupture dans son homogénéité du fait de montagnes qui ne forment pas des frontières naturelles mais qui découpent l'intérieur du pays.

Ces montagnes sont des refuges et constituent des châteaux d'eau à partir duquel le plateau est irrigué permettant de le couvrir d'immenses oasis. Ce plateau potentiellement prospère est entouré de steppes qui ont toujours été propices à la vie pastorale et donc à la vie tribale.

Et c'est ce tribalisme qui va marquer profondément cette civilisation qui remontent au IV<sup>ème</sup> siècle av. J-C.

C'est dans cet espace que la culture iranienne a poursuivi son émancipation au cours des siècles, dans des conditions de sécurité qui du fait même de la géographie étaient très mauvaises, car sans frontières naturelles excepté au mont Zagros et sur les côtes maritimes avec le golfe persique et la mer caspienne.

De ce fait, le pays était exposé aux invasions pouvant venir du Nord-Est, de l'Est, du Sud-Ouest et de l'Ouest, ce qui a généré une civilisation à la fois intégrante mais peu intégrale. Elle sera attentive aux apports civilisationnels de ses voisins.

Mais à partir de ces apports, elle constituera d'instinct un aspect original. Elle les assimilera à sa culture ancestrale, certes évolutive, mais présente. Ainsi, les fondements de la culture persane n'ont jamais pu être entamés.

L'autre manière de se défendre a été d'essayer d'être aussi puissant que ses voisins, pour prévenir les invasions, les parcellements frontaliers, tout ce qui pouvait affecter la sécurité ou qui pouvait entamer le développement de la civilisation iranienne. La meilleure défense étant l'attaque, surtout quand il

s'agissait de défendre un espace ouvert. C'était aussi la meilleure manière de préserver l'unité nationale des invasions étrangères.

L'histoire de l'Iran semble être celle d'une série d'épopées impériales. Ainsi, la puissance Achéménide ( 550 à 330 av. J-C ) allait jusqu'à la Grèce en passant par l'Afghanistan. Cet empire a été renversé par l'invasion macédonienne. On verra ensuite renaître l'empire sous la forme d'une confédération de principautés réunies sous l'autorité d'une famille dominante. Cette forme qui n'a pas été très conquérante a eu toutefois la capacité de se défendre contre l'empire d'Afghanistan à l'Est et l'empire Romain à l'Ouest.

Puis apparut la dynastie des Sassanides ( 226 à 651 av. J-C) qui s'étendit du Khorasan à la Mésopotamie, cette dynastie fut l'ennemie acharnée de Rome puis de Byzance, mais la Perse sassanide succomba à la conquête arabe (défaite d'Al-Qadisiyah en 637 ).

Une des conséquences qui découle de la situation géographique de l'Iran, c'est l'extrême attention que l'Iran porte au comportement de ses voisins comme à l'environnement international et la question fondamentale qui préoccupe l'Iran, c'est de ne pas être surclassé par ses voisins (Pakistan, Israël et Inde).

Tous ces voisins ont développés des capacités balistiques, spatiales et nucléaires. Le nucléaire est un vecteur puissant mais qui ne vaut que par les moyens balistiques. Pour développer ces techniques, il faut développer soi-même des lanceurs de satellites.

De plus c'est l'un des moyens les plus intéressants pour le guidage balistique. L'Iran tente donc naturellement de se doter de cette capacité de riposte éventuelle.

Ainsi, cette logique géographique et historique semble conduire l'Iran à vouloir à tout prix se doter des instruments de la puissance. Si ce pays ne parvient pas à le faire de façon ouverte et que son intérêt est de jouer celle du désarmement, son arrière-pensée peut difficilement être autre chose que :

- le monde va sans doute évoluer dans le sens de l'Etat de droit, où les accords, les décisions internationales vont l'emporter sur les initiatives des puissances, mais en attendant, il faut développer ses capacités de puissance.

Au travers du prisme historique, nous constatons donc que l'Iran a toujours été contraint d'affirmer une posture relativement offensive pour ne pas être exposée aux autres puissances régionales comme ce fut le cas contre l'Irak.

Et la question fondamentale pour l'Iran est la suivante :

Sur le plan de la puissance régionale et directement du nucléaire, l'Iran peut-il être en reste et se laisser surclasser par ses voisins ?

La communauté internationale est donc confrontée à une région, le Proche-Orient, nœud des approvisionnements pétroliers mondiaux qui risque de devenir à terme une zone à fort potentiel nucléaire.

Faut-il frapper les installations nucléaires iraniennes avant qu'il ne soit trop tard, conformément à la doctrine de la «préemption» formulée par George W. Bush en 2002 ?

Depuis que Téhéran, le 10 janvier 2006, a annoncé la remise en route de ses centrifugeuses d'enrichissement d'uranium, le débat fait rage à Washington. Le Président Bush et son équipe restent très prudents sur la question, et continuent de se réfugier derrière les efforts diplomatiques des Européens.

Même le vice-président Dick Cheney, interrogé le 26 janvier 2006, s'est débarrassé du sujet comme d'un sparadrap encombrant : «*Aucun Président ne devrait jamais exclure l'option militaire. Restons-en là.*»

Evidemment et tactiquement, les Américains sauraient où lancer leurs missiles. De nombreuses installations sont répertoriées par les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique et par les satellites espions.

Dans la ligne de mire : les centrifugeuses de Natanz, les usines qui les fabriquent, un centre de traitement de l'uranium brut à Isfahan,<sup>1</sup> etc. Mais cela ne ferait qu'entraver la marche de l'Iran vers la bombe. Les Occidentaux suspectent Téhéran d'avoir enterré profondément d'autres installations ou bien de les avoir cachées dans des quartiers très peuplés.

La plupart des diplomates et des experts ne croient pas, sur le fond, à l'efficacité d'une «*option militaire*». «*Bombarder n'est pas une option sérieuse*», juge ainsi, dans *Newsweek*, le chroniqueur Farid Zakaria, ancien directeur de la revue *Foreign Affairs* : «*Au mieux, une frappe retarderait le programme iranien de quelques années. Mais elle enflammerait l'opinion irakienne et elle unifierait la nation dans sa détermination à devenir une puissance atomique.*»

Zakaria ajoute que les Iraniens ne manqueraient pas de moyens de rétorsion, 140 000 soldats américains étant stationnés non loin de là, en Irak...

Or, dans le bras de fer qui l'oppose à la communauté internationale sur le dossier nucléaire, l'Iran vient de connaître un sérieux revers. Dans la nuit du lundi 30 janvier 2006, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, réunis à Londres, se sont mis d'accord pour «*transmettre*» l'affaire à ce même conseil de sécurité.

---

<sup>1</sup> L'Iran menace de reprendre une partie de ses activités nucléaires sensibles, c'est-à-dire les activités de conversion à l'usine UFC d'Ispahan, qui est l'étape qui précède l'enrichissement lui-même. Les installations de conversion d'Ispahan (centre de l'Iran) transforment du minerai d'uranium en tétrafluorure d'uranium (UF4) et en hexafluorure d'uranium (UF6), gaz ensuite introduits dans des centrifugeuses pour produire de l'uranium enrichi. L'enrichissement d'uranium est destiné à fabriquer du combustible pour les centrales nucléaires civiles mais il peut également servir à la construction de la bombe atomique. L'Iran affirme vouloir seulement enrichir de l'uranium à 3,5%, destiné à la fabrication du combustible.

Celui-ci ne devrait, toutefois, pas «*décider de l'action à entreprendre*» avant le mois de mars 2006.

Le Conseil de sécurité n'est donc toujours pas officiellement saisi.

Si l'Iran poursuivait dans sa volonté de développer son programme nucléaire militaire, en violation du traité de non-prolifération <sup>2</sup>(TNP) dont il est signataire, le Conseil de sécurité pourrait décider de sanctions. On en est encore loin. Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (Etats-Unis, Russie, France, Royaume-Uni, Chine) sont des puissances nucléaires et disposent d'un droit de veto sur les décisions de ce Conseil.

Malgré leur communiqué commun, leurs approches de la crise iranienne restent divergentes. Certes, les Cinq expriment «*leurs graves préoccupations*» et appellent l'Iran «*à rétablir intégralement la suspension des activités liées à l'enrichissement, y compris les recherches et le développement, sous le contrôle de l'AIEA*», l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Mais la Russie a aussitôt minimisé la portée du texte commun. Selon un porte-parole de Moscou, le Conseil de sécurité sera «*simplement informé*» des résultats de la session extraordinaire de l'AIEA, qui se tiendrait le 2 février 2006 à Vienne. Une «*action éventuelle*» pourrait être envisagée en mars.

Très liée à l'Iran du fait de sa dépendance énergétique, la Chine s'est alignée sur la position russe.

Ces bémols russo-chinois n'ont toutefois pas suffi pour rassurer les Iraniens. «*Informé ou saisi le Conseil sécurité est la fin de la diplomatie et cela n'est pas du tout positif*», a réagi Ali Larijani, le principal dirigeant du programme nucléaire.

Selon un autre responsable, «*les Européens ne pourront pas trouver de base légale pour envoyer le dossier iranien au Conseil de sécurité*». Quoi qu'il en soit, les «*recherches et le développement*» nucléaires sont «*un droit légitime de la nation iranienne et sont irréversibles*», affirme Téhéran.

Dans ce contexte, deux options sont envisagées par les Etats-Unis, qui ne croient

---

<sup>2</sup> Signé en 1968 et entré en vigueur en 1970 pour 25 ans, le TNP est le traité le plus universel puisqu'à ce jour tous les pays l'ont signé (188) sauf trois : Inde, Pakistan et Israël. Le cas de la Corée du Nord est unique puisque ce pays est le seul à avoir quitté le TNP (décembre 2002) après avoir reconnu qu'il possédait désormais l'arme nucléaire.

Le TNP préconise trois choses indissociables :

- 1- La non prolifération des armes nucléaires. Le TNP ne reconnaît que cinq puissances nucléaires (Etats-Unis, Russie, France, Royaume-Uni et Chine)
- 2- Le désarmement général et complet des cinq puissances nucléaires reconnues
- 3- Le partage des technologies nucléaires civiles

pas vraiment aux chances et au pouvoir de négociations des Européens dans ce dossier, mais qui semblent devoir déléguer par nécessité du fait de leur situation d'enlèvement en Irak.

L'option basse consisterait à faire voter des sanctions onusiennes contre l'Iran au risque d'affaiblir davantage les capacités iraniennes de production de pétrole, et de souder encore plus le peuple autour de son nouveau président Mahmoud Ahmadi Najad.

L'option haute serait un scénario à la serbe ( bombardement intensif et prolongé de sites stratégiques, nucléaires ou pas) avec l'espoir de faire plier le régime. Dans les deux cas, et outre les possibles veto russes et chinois voire même français, cela accroîtrait de manière dangereuse les tensions sur le marché pétrolier notamment et mettrait en péril toute l'économie mondiale.

Avec un baril de pétrole à 70 dollars, sanctionner ou bombarder le deuxième producteur de l'OPEP ( 9% de la production mondiale) et la quatrième réserve de pétrole dans le monde, serait catastrophique non seulement pour les Américains mais surtout pour l'Europe et les économies d'Asie.

L'approche idéologique américaine du problème du désarmement découle d'une vision quasi théologique des relations internationales qui, unilatéralement, énonce le Bien et dénonce le Mal. Une telle conception a un effet entonnoir qui aboutit invariablement au refus du compromis et au recours à la force.

L' "égalité de la menace", qui est la condition paradoxale de la paix, se fera de toute façon ou par le haut (armement de tous) ou par le bas (désarmement de tous.).

Quant au " désarmement des esprits " ou ce que Clausewitz appelle les " intentions hostiles ", seule l'égalité d'honneur (*isotimia* disaient les Grecs), c'est-à-dire une paix juste et réparatrice des préjudices subis, est susceptible d'y parvenir.

**Nous sommes donc dans ce dossier du nucléaire Iranien dans une sorte d'impasse.**

Que reste-t-il comme options ? Un changement de régime, par le parrainage de putschistes, est une hypothèse jugée fantaisiste par tous les spécialistes de l'Iran. Certains démocrates comme Hillary Clinton ou Chuk Schumer préconisent des sanctions économiques.

Mais une telle approche serait à double tranchant, l'Iran étant un très gros exportateur de pétrole. Le reste de la classe politique, de même que les Européens ou la Maison Blanche, rêve d'une sortie par le haut, la diplomatie permettant de retarder le programme iranien de plusieurs années, au moins jusqu'à ce que ce régime devienne une démocratie. Ce qui se passe actuellement dans ce dossier est une course de lenteur.

Les politiques de puissance connaissent des échecs ou des revers. Cette tendance du chiisme iranien de la critique même de la puissance peut faire que l'Iran en fin de compte soit capable de renoncer à sa vieille tradition de recherche de la puissance et à entrer dans une logique de démantèlement de sa puissance nucléaire.

C'est pratiquement le cas dans la mesure où la diplomatie iranienne répète qu'elle est contre la prolifération, et réclame des zones dénucléarisées et désarmées. Cette diplomatie affirme que le salut du monde viendrait de l'application de résolutions des Nations Unies.

L'Iran entend privilégier la légalité internationale sur la puissance. Face à la théorie d'Huntington sur le choc des civilisations, l'Iran proclame que le contraste entre civilisations permet le dialogue.

Pour l'instant la situation s'oriente donc vers le dialogue et la diplomatie plutôt que vers le choc et l'on pourrait penser que l'Iran tendrait à devenir une anti-puissance.

Dans un monde multipolaire, l'Iran fait tout pour que la puissance soit un moyen de coercition, d'intimidation et de pressions internationales car ce pays tient à exercer un certain rayonnement, qu'il considère comme un moyen de sa pérennité.

Qu'advient-il de ce paradoxe ? L'Iran va certainement évoluer péniblement en étant tiraillé entre cette double tendance : tendance historique et tendance actuelle beaucoup plus forte d'anti-puissance.

Tout dépendra de la perception que les dirigeants de ce pays auront de la situation internationale et régionale ainsi que la réaction et de la perception des autres nations de la situation particulière de l'Iran.

**L'article vous a plu ?**  
**Contactez sans plus attendre l'auteur par mail :**  
**[contact@zammit.info](mailto:contact@zammit.info)**

